

L'eau n'est plus une question technique : c'est une question politique

Budgets contraints, réseaux vieillissants, nouvelles exigences européennes, ressource à préserver et à partager : entre deux échéances électorales, les collectivités doivent faire des choix qui engageront leurs territoires pour des décennies. Analyse et perspectives avec Christophe JURADO, directeur du Carrefour des Gestions Locales de L'eau (CGLE). H2o octobre 2026.

L'eau n'est plus une question technique,

C'EST UNE QUESTION POLITIQUE

Christophe JURADO

directeur du Carrefour des Gestions Locales de L'eau - CGLE

H2o - octobre 2026

À

Budgets contraints, réseaux vieillissants, nouvelles exigences européennes, ressource à préserver et à partager : entre deux échéances électorales, les collectivités doivent faire des choix qui engageront leurs territoires pour des décennies.

Entre deux élections, le moment où l'on choisit

Au printemps, de nouveaux élus ont pris leurs fonctions avec des décisions importantes à prendre dans la gestion de l'eau. Dans un domaine souvent perçu comme technique, définir des priorités demande du temps et une bonne compréhension des enjeux. Et la présidentielle approche : la profession prépare ses propositions et attend des orientations claires.

Comme le disait Thierry Burlot, élu local et président du Comité de bassin Loire-Bretagne et du Cercle Français de l'Eau, lors du Carrefour des Gestions Durables de l'Eau en septembre dernier, "l'eau n'est plus un sujet technique, c'est un sujet politique". Gouverner, aujourd'hui, c'est inscrire l'eau dans l'ensemble des politiques publiques et plus largement avoir conscience des capacités et des risques naturels de son territoire : urbanisme, habitat, tourisme, développement économique. Son prix, son financement et son partage sont devenus des choix collectifs.

Des investissements indispensables, des besoins croissants

Les montants à engager sont déjà considérables, la profession parle de "mur d'investissement". La mise en œuvre de la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines (DERU-2) va imposer de nouvelles exigences : traitement des micropolluants, rejets par temps de pluie, consommation énergétique des stations d'épuration. Nos réseaux vieillissent et leur renouvellement ne suit pas toujours les besoins (taux de renouvellement annuel des réseaux à moins de 1 %). 1 litre sur 5 se perd aussi avant d'arriver au robinet. Reporter les travaux risque de coûter plus cher à terme. La profession produit aujourd'hui des études précises sur le coût de l'inaction.

La sobriété est indispensable pour préserver la ressource. Mais elle pose une question financière : moins d'eau consommée, ce sont moins de recettes pour les services, alors que leurs coûts augmentent. Augmenter le prix de l'eau est une possibilité, mais pas la seule. Les subventions, les prêts de longue durée et les fonds européens peuvent aussi financer les travaux. L'innovation tient une place aussi importante, qu'elle soit technologique, frugale, sociale, elle permettra de concevoir de nouvelles solutions moins coûteuses et plus sobres. La tarification doit préserver l'équilibre du service pour faire face aux investissements nécessaires tout en encourageant les économies d'eau et en tenant compte des ménages les plus fragiles.

Partager la ressource, apaiser la gouvernance

Le petit cycle de l'eau, celui de l'eau potable et des eaux usées, anthropique, et le grand cycle, lié aux milieux naturels, entre mer, air et terre, sont étroitement liés : il n'y a en réalité qu'un seul cycle de l'eau. La question est désormais de savoir comment partager une ressource qui pourrait se raréfier entre les différents usages : agriculture, industrie, production d'électricité, besoins domestiques et non domestiques...

La France dispose d'un modèle de gouvernance fondé sur les agences de l'eau, les comités de bassin et les commissions locales de l'eau. Ces instances permettent aux usagers de dialoguer et de chercher des solutions adaptées à leur territoire. Il faut préserver ces espaces de concertation et les développer. Ils sont encore insuffisants. La hausse du prix de l'eau ne suffira pas à répondre aux crises à venir : le dialogue et la collaboration entre acteurs seront tout aussi essentiels.

Accroître les projets territoriaux, mutualiser l'expérience, monter en compétences

Les élus ont besoin d'informations fiables pour décider et programmer les investissements et décider au bon endroit, au bon moment et à l'euro près. L'IA, la data et les outils numériques viennent faciliter les prises de décisions. Pour exemple, des modèles permettent aujourd'hui d'anticiper la dégradation des réseaux et de planifier en fonction les travaux sur plusieurs années, à partir de données concrètes. Encore faut-il disposer des compétences pour les utiliser : la profession rencontre des difficultés de recrutement, un enjeu auquel il faudra répondre.

De nombreuses collectivités ont déjà expérimenté des solutions, avec des succès, mais aussi des difficultés. Leurs retours d'expérience peuvent aider d'autres territoires à avancer et à éviter certaines erreurs. Identifier ces initiatives, partager les résultats et faciliter les échanges entre collectivités : c'est l'ambition du Carrefour des Gestions Locales de l'Eau. C'est dans cet esprit qu'idealCO prépare avec nos partenaires historiques - l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et la Région Bretagne - la 28^{ème} édition de l'événement, les 27 et 28 janvier 2027 à Rennes. Ce rendez-vous permettra aux acteurs de l'eau, "de la source à la mer et de la mer à la source", de partager leurs expériences et leurs solutions, d'échanger avec les décideurs sur les défis à venir et d'accroître leurs projets territoriaux. Les choix faits aujourd'hui engageront les territoires pour plusieurs décennies. À la

À

Carrefour des Gestions Locales de L'eau

"De la source À la mer et de la mer À la source : une approche globale des enjeux de l'eau" : le salon mettra en avant une approche globale du cycle de l'eau, en soulignant les liens entre les usages et l'importance d'une gestion concertée À l'Échelle des bassins versants. Le prix de l'eau sera Également Évoqué durant les deux jours. À la croisÉe des enjeux Économiques, sociaux et politiques, le sujet pose des questions essentielles pour les collectivités : comment garantir l'accÈs À l'eau pour tous, maintenir la qualitÉ du service et financer les investissements nÉcessaires ?

Le programme s'articulera autour de quatre parcours thÉmatiques, permettant aux participants d'identifier les confÉrences et les solutions correspondant À leurs prioritÉs : 1. Gouvernance, territoire & gestion (financement des politiques de l'eau, cadres rÉglementaires, organisation des services et arbitrages des collectivités) ; 2. Technique, travaux et exploitation (enjeux de priorisation des travaux, de renouvellement des rÉseaux et d'optimisation de la maintenance) ; 3. Cycle de l'eau (interdÉpendances entre les usages et les coopÉrations nÉcessaires) ; 4. Adaptation au changement climatique (sobriÉtÉ des usages, solutions fondÉes sur la nature et innovations technologiques).

CGLE - 27-28 janvier 2027, Rennes